

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 21/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TDI TREVE DINDES INDUSTRIE

Moulin de Saint Caradec
22600 TREVE

Code AIOT : 0005503588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement TDI TREVE DINDES INDUSTRIE implanté Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). L'inspection a été annoncée le 24/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TDI TREVE DINDES INDUSTRIE
- Le Moulin de Saint-Caradec 22600 TREVE
- Code AIOT : 0005503588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TDI est spécialisé dans la découpe de volailles (dindes prêtes à découper - PAD), la fabrication de préparations de viande et la séparation mécanique de viande (VSM) haute qualité (basse pression) par désossage mécanisé.

Le site dispose d'une installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air avec une tour aéro-réfrigérante (TAR) de 1116 KW à circuit fermé, qui fait l'objet du thème principal du contrôle.

Le thème principal de visite retenu est le suivant :

- Prévention de la légionellose - surveillance du fonctionnement de la tour aéro-réfrigérante.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Conception système de refroidissement - TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2	Délai: 15 jours
18	Autosurveillance des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3.d	Délai: 15 jours
19	Connaissance des produits et	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3	Délai: 15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	étiquetage		
23	Produits de décomposition des biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.b	Délai: 15 jours
23	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V	Délai: 15 jours
27	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 22/12/1999, article 4.6	Délai: 15 jours
29	Rejets eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 08/08/2017, article 2	Délai: 30 jours
30	Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3	Délai: 60 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/08/2017, article 1	Sans objet
2	Biocide	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.522-2-I	Sans objet
3	Biocide	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.522-1 et L.522-6	Sans objet
4	Fiche de donnée de sécurité (REACH)	Autre du 18/12/2006, article Art 31.5, 31.6, 31.9, 35, 36	Sans objet
5	Étiquetage des produits	Code de l'environnement du 01/09/2013, article L.522-8 et R.522-15	Sans objet
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.2	Sans objet
8	Exploitation, entretien (réfèrent, formation)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1	Sans objet
9	Analyse de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a	Sans objet
10	Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a	Sans objet
11	Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.c	Sans objet
12	Procédure en cas de dépassement 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1	Sans objet
13	Procédure en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	1000 UFC/L		
14	Procédure présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.3	Sans objet
15	Stratégie de traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b-----3.7.I.2.b	Sans objet
16	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3	Sans objet
17	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2	Sans objet
20	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2	Sans objet
21	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1	Sans objet
24	Rejet eau de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.3.a	Sans objet
25	Surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5	Sans objet
26	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.2	Sans objet
28	Rejets eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 08/08/2017, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de refroidissement est correctement entretenue et en bon état de fonctionnement.
L'analyse méthodique des risques, comprenant les plans de surveillance et d'entretien sont suivis par l'exploitant et un prestataire externe.

L'exploitant devra s'assurer de la mise à disposition de moyens de défense extérieure contre l'incendie suffisant sur le site et des capacités de confinements des eaux susceptibles d'être polluées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2017, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Description des installations classées

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 sont modifiées et complétées comme suit :
"Liste des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de L'environnement :"
- Rubrique n° 3642-1 :
Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :
1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour
- Capacité autorisée : 210 t/jour en pointe, 150 t/jour en moyenne
37 500 t/an
- Régime : A

- Rubrique n°2921-1.b :
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :
1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :
b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW
- Puissance autorisée : 1116 kW
- Régime : DC

Constats :

- Rubrique n°3642-1:
Les capacités de production communiquées par l'exploitant respectent les niveaux d'activité autorisés.

Année	Tonnage PAD* entrant	Tonnage PAD sortant	Tonnage moyen PAD/jours
2021	26334	25807	104
2022	24341	23854	96
2023	26156	23854	104

*PAD: dindes prêtes à découper

- Rubrique n°2921: situation conforme.
Le site dispose d'une tour aéroréfrigérante d'une puissance frigorifique de 1116 kW, de marque BALTIMORE VXI 215-1.
Les caractéristiques de l'installation ont été communiquées à l'inspection.

- Rubrique n°1185: situation conforme. Absence de fluides frigorigènes fluorés (FFF) (HFC-HFO) sur le site. Installation non soumise à la rubrique.

- Rubrique n°4735: situation conforme. Charge de 50 kg d'ammoniac dans le skid. Capacité inférieure au seuil de 150 kg sous le régime DC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.522-2-I
Thème(s) : Produits chimiques, Nom du produit commercial et fournisseur
Prescription contrôlée : Art. L. 522-2. – I. – Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L. 1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché.
Constats : Deux types de produits de traitement biocides sont utilisés dans la tour aéro-réfrigérante: <ul style="list-style-type: none">• SPECTRUS NX1164 pour le traitement en continu;• SPECTRUS NX 1422 pour le traitement choc. Le produit SPECTRUS NX1164 fabriqué par VEOLIA WTS France (Immeuble L'Aquarène 1 place Montgolfier (94417 SAINT-MAURICE CEDEX) est déclaré sous SIMMBAD et les données déclarées sur le site sont identiques à celles du produit utilisé par l'exploitant. Le produit SPECTRUS NX1422 fabriqué par VEOLIA WTS France (Immeuble L'Aquarène 1 place Montgolfier (94417 SAINT-MAURICE CEDEX) est déclaré sous SIMMBAD et les données déclarées sur le site sont identiques à celles du produit utilisé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.522-1 et L.522-6
Thème(s) : Produits chimiques, Utilisation du produit biocide
Prescription contrôlée : Art. L. 522-1. – I. – Les conditions dans lesquelles la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et des articles traités par ces produits et leur expérimentation sont autorisées ainsi que les conditions dans lesquelles sont approuvées les substances actives contenues dans ces produits sont définies par le règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et par le présent chapitre. II. – Si les intérêts de la défense nationale l'exigent, le ministre chargé de l'environnement et le ministre de la défense peuvent accorder, par arrêté conjoint, des exemptions au règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 précité dans des cas spécifiques pour certains produits biocides, tels quels ou contenus dans un article traité. Les modalités d'application de ces exemptions sont déterminées par décret en Conseil d'État. Art. L. 522-6. – La présente section s'applique aux produits mis à disposition sur le marché en application de dispositions nationales, applicables à titre transitoire, conformément au 2 de l'article 89 du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 précité.
Constats : - <u>Utilisation du SPECTRUS NX1422:</u> Pour l'usage TP11 produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication, la substance active Chlorure d'alkyl (C12-16) diméthylbenzylammonium (n°CAS 68424-85-1) est en période transitoire (en cours d'approbation), elle peut-être mise sur le marché et utilisée (date de soumission 30/06/2008). - <u>Utilisation du SPECTRUS NX1164:</u> Pour l'usage TP11 produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication, la substance active C(M)IT/MIT (3:1) (n°CAS 55965-84-9) est approuvée le 1/07/2017 et la demande d'autorisation de mise sur le marché a été déposée. Ce produit dispose d'un statut réglementaire sous AMM: Date de délivrance de l'AMM 20/09/2022 Date de fin de validité de l'AMM: 31/08/2032 Numéro d'AMM: EU-0025449-0008
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fiche de donnée de sécurité (REACH)

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article Art 31.5, 31.6, 31.9
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de gestion et de prévention des risques
Prescription contrôlée : Article 31. Exigences relatives aux fiches de données de sécurité 5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement. 6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: [...] 9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes: [...]
Constats : La fiche de donnée de sécurité (FDS) du produit SPECTRUS NX 1422, détenue par l'exploitant est en français, à jour, sous le format de l'annexe II de REACH (en 16 rubriques, avec une classification conforme au CLP en section 2 et 3, et avec un étiquetage CLP en section 2) et accessible au personnel qui est en contact avec ce produit (version papier ou informatique).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étiquetage des produits

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2013, article L.522-8 et R.522-15
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage biocide
Prescription contrôlée : Art. L. 522-8. – Sans préjudice des dispositions de l'article L. 521-9, les mentions obligatoires à apposer sur l'étiquette des produits sont précisées par décret en Conseil d'État. Art. R. 522-15. - Sans préjudice des missions confiées à l'Agence nationale, les mesures d'interdiction, de restriction ou d'application de prescriptions particulières concernant la mise sur le marché, la délivrance, l'utilisation et la détention d'un produit biocide mentionnées à l'article L. 522-5-1 sont prises par un arrêté du ministre chargé de l'environnement. Ce dernier transmet, préalablement à son adoption, le projet d'arrêté au responsable de la mise à disposition sur le marché qui, sauf en cas d'urgence, dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses éventuelles observations [...].
Constats : L'étiquette du produit SPECTRUS NX 1164 comporte : <ul style="list-style-type: none">- l'identité des substances actives- la concentration des substances actives- les utilisations autorisées du produit- le n° lot et la date péremption- les pictogrammes de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats : Les abords de la TAR et du site en général sont correctement aménagés et maintenus en bon état d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception système de refroidissement - TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien, et de leur résistance aux actions corrosives des produits de d'entretien et de traitement. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour. b) L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus. c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. d) Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation. e) L'exploitant s'assure que le dispositif de limitation des entraînements vésiculaires équipant l'installation est bien adapté aux caractéristiques de l'installation (type de distributeurs d'eau, débit d'eau, débit d'air), afin de respecter cette condition en situation d'exploitation.[...]
Constats : L'installation de refroidissement est accessible et permet les visites d'entretien et de maintenance dans des conditions de sécurité. Cependant, l'accès en partie haute de la TAR par l'échelle crinoline n'est pas sécurisé (absence de cadenas sur l'échelle). L'exploitant dispose des plans de l'installation et du schéma de principe de la TAR. La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement. Vu l'attestation du fournisseur n°406-127512-4L4549 du 18/06/2014 garantissant pour l'éliminateur de gouttelettes de la TAR que les pertes par entraînement seront inférieures à 0,01% du débit de l'eau pulvérisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Exploitation, entretien (réfèrent, formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue

d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

L'analyse méthodique des risques (AMR) identifie une personne désignée responsable pour la surveillance de l'installation.

D'autres opérateurs sont identifiés dans le groupe de travail de l'AMR.

Une convention de formation intitulé "Le risque légionelles dans les tours aéro-réfrigérantes" du 08/11/2023 a été transmise par l'exploitant.

La formation qui devait se tenir le 01 décembre 2023 respecte les conditions de l'arrêté ministériel. Elle traite :

- des aspects réglementaire et bactériologique: conditions de prolifération des légionelles;
- des techniques et de la chimie de l'eau d'une tour de refroidissement: étude des circuits, choix des traitements, moyens de désinfection... .

Il est rappelé à l'exploitant que ces formations sont renouvelées périodiquement et à minima tous les cinq ans.

Observations :

L'exploitant transmettra:

- les attestations de formation;
- le tableau de suivi des formations, avec la fréquence de renouvellement pour chaque opérateur;
- les modalités de suivi la formation spécifique de prélèvements des échantillons (personnes formées).

Il s'assurera que la personne référente nommément désignée par l'exploitant, ainsi que toute autre personne impliquée dans l'exploitation de l'installation soient formées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Analyse de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, AMR - actualisation de l'Analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

Constats :

L'exploitant a réalisé une analyse méthodique des risques sur son installation en lien avec un prestataire externe VEOLIA.

La dernière révision date du 30 octobre 2023.

Elle identifie:

- les caractéristiques et la description de la TAR BALTIMORE;
- un schéma de principe de l'installation;
- une évaluation du risque légionella sur le site;
- la formation de l'équipe HACCP;
- les facteurs liés à l'exploitation de l'installation;
- les plans d'actions avec recommandations du prestataire.

Un descriptif et un schéma de principe de l'installation et du circuit de fonctionnement de la TAR.

Le dossier de l'exploitant intègre un plan de surveillance des équipements, un plan de surveillance analytique et un plan d'entretien.

Les modalités de révisions de l'AMR sont rappelés à l'exploitant:

- tous les 2 ans pour les installations en déclaration;
- suite à un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L;
- suite à 3 dépassements consécutifs du seuil de 1000 UFC/L;
- suite à changement de la stratégie de traitement;
- suite à une modification significative de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC)

Prescription contrôlée :

Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. [...] Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

Constats :

Le plan d'actions reprend un facteur de risque concernant la surveillance de l'installation et le non respect des paramètres d'exploitations: consommation d'eau et de réactifs (ratio), rapport de concentration, TH, TA, TAC, chlorure, conductivité, Fer total.

Action corrective indiquée: reprise de la fréquence trimestrielle à partir de 2024.

Observations :

L'exploitant transmettra au service d'inspection le justificatif de la reprise de cette surveillance trimestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Procédures écrites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures obligatoires
Prescription contrôlée : c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;- autres cas de figure propre à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose de plusieurs procédures et recommandations à appliquer en cas de dépassement des seuils de <i>Legionella pneumophila</i>.</p> <ul style="list-style-type: none">• Procédure n°1: désinfection annuelle de l'installation;• Procédure n°2: en cas de prolifération à un seuil en <i>Legionelles</i> 10^3 UFC/l < teneur en legio < 10000 UFC/l;• Procédure n°3: en cas de prolifération à un seuil en <i>Legionelles</i> > à 10^5 UFC/l;• Procédure n°4: en cas de flore interférente;• Procédure n°5: en cas d'arrêt de l'installation > à 48h ou après toute situation anormale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Procédure en cas de dépassement 10^5 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1
Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de résultats non conformes
Prescription contrôlée : 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : " Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ". Ce document précise : <ul style="list-style-type: none">- les coordonnées de l'installation ;- la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;- la date du prélèvement ;- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. [...]
Constats : La procédure est détaillée et prévoit plusieurs étapes essentielles: contrôle, désinfection et surveillance.

<p>Des actions curatives et les vérifications à mener en cas de dépassement de legionella pneumophila > 105 UFC/l, sont prévues comme indiquées dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales.</p> <p>Il conviendra pour l'information de l'inspection des installations classées d'indiquer l'adresse mail: ddpp-envi@cotes-darmor.gouv.fr et ddpp-iaa@cotes-darmor.gouv.fr, avec la mention "" Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ".</p> <p>Un appel téléphonique au 02.96.01.38.12. sera réalisé en parallèle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure en cas de dépassement 10³ UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de résultats non conformes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abatement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...]</p> <p>b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure est détaillée et prévoit plusieurs étapes essentielles: contrôle, désinfection et surveillance.</p> <p>La procédure prévoit les actions et les vérifications prévues dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales.</p> <p>Il conviendra de compléter la procédure par les mailings de l'inspection des installations classées (cf.fiche de constat précédente), en cas de 3 analyses consécutives supérieures à 1000 UFC/l et inférieure à 100 000 UFC/l.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Procédure présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de flore interférente
<p>Prescription contrôlée : Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente:</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>

Constats : La procédure présentée tient compte des prescriptions générales de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Stratégie de traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b-----3.7.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif
<p>Prescription contrôlée : Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien</p> <p>-----</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p>
<p>Constats : Une fiche de stratégie de traitement élaborée par VEOLIA est présentée dans l'AMR et disponible. Cette fiche reprend les produits de traitement biocide utilisé en continu (SPECTRUS NX1164) et le traitement antitarte (Continuum AT3263), pour lutter contre le biofilm et contre la prolifération des légionelles. Le traitement biocide choc (SPECTRUS NX 1422) n'est pas identifié dans la fiche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif - paramètres à surveiller
<p>Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p>
<p>Constats : Le plan de surveillance a été transmis en amont de l'inspection. Ce plan établit une surveillance des indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures (pH, TH, Titre alcalimétrique, chlorures, conductivité, teneur en fer).</p> <p>Les valeurs cibles sont identifiées dans le document avec les actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle terrain
Prescription contrôlée :

<p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état général de la tour est bon. Elle est maintenue propre et en bon état d'entretien (absence de corrosion, de tartre, de mousses, d'algues, absence d'équipements dégradés).</p> <p>Un nettoyage préventif de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin est réalisée au minimum une fois par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Autosurveillance des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.d</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Résultats de l'analyse des légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Résultats de l'analyse des légionelles :</p> <p>Les résultats sont présentés selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau « mesurés » au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informera des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ; - le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente.
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses des légionelles suivants ont été transmis par l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport Eurofins LBO n°303151448-0 du 24/03/2023: résultat conforme < 100 UFC/L en <i>legionella pneumophila</i> (méthode NFT 90-431); • Rapport Eurofins LBO n°304261407-0 05/05/2023: résultat conforme < 100 UFC/L en

- legionella pneumophila (méthode NFT 90-431);
- Rapport Eurofins LBO n°306211484-0 du 04/07/2023: résultat conforme < 100 UFC/L en legionella pneumophila (méthode NFT 90-431);
- Rapport Eurofins LBO n°308241351-0 du 01/09/2023: résultat conforme < 100 UFC/L en legionella pneumophila (méthode NFT 90-431);
- Rapport Eurofins LBO n°310311355-0 du 15/11/2023: résultat conforme < 100 UFC/L en legionella pneumophila (méthode NFT 90-431).

Les rapports d'analyses consultés fournissent des informations nécessaires à l'identification des échantillons.

Le dernier rapport du 15/11/2023 n'indique pas l'interprétation du laboratoire (légiionella non détectées).

La fréquence de prélèvement et d'analyse des légionelles bimestrielle est respectée.
Cependant la fréquence de transmission des résultats dans GIDAF n'est pas satisfaisante.
Les derniers résultats transmis remontent au mois d'août 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Connaissance des produits et étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Documents nature et risque des produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Les produits en cours d'utilisation pour le traitement biocide et anti-tartre sont entreposés dans le conteneur équipé du skid NH3.

Ces produits sont correctement étiquetés et placés dans une rétention.

Néanmoins, les fiches de données de sécurité (simplifiées) ne sont pas accessibles où apposées à proximité immédiate des produits.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 20 : Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dévésiculeurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; [...]
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; [...]

Constats : Un fichier relatif à la consommation d'eau de la TAR a été transmis à l'inspection. Les rejets ne sont par contre pas estimés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la concentration en légionelles

Prescription contrôlée : [...] L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- Matières en suspension < 10 mg/l.

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.

En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.

Constats :

Une surveillance de la qualité de l'eau d'appoint est réalisée.

Le rapport d'analyse n°303090898-0 de EUROFINs du 17/03/2023 (prélèvement d'eau de la TAR le 09/03/2023) a été présenté à l'inspection.

Les résultats sont conformes:

- Legionella pneumophila non détectée (< 10 UFC/l);
- MES < 2 mg/l.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Produits de décomposition des biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif

Prescription contrôlée :

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Constats :

La fiche de stratégie de traitement n'identifie pas les produits de décomposition des produits biocides (SPECTRUS NX1164 et SPECTRUS NX1422).

Ils sont identifiés pour le produit de traitement antitartre-anticorrosion "Continuum AT3263".

Observations :

L'exploitant devra s'assurer auprès du prestataire de la présence ou non de produit de décomposition des produits biocides utilisés, susceptibles de se trouver dans les rejets aqueux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 23 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan analyses annuel

Prescription contrôlée :

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.

Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

Constats :

Le bilan annuel n'est pas transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 24 : Rejet eau de la TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseau
Prescription contrôlée : a) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales ; [...]
Constats : Selon l'exploitant, les eaux de la TAR ne sont pas rejetées dans le réseau des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des résultats de surveillance
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : <ul style="list-style-type: none">- pH 5,5 - 9,5 ;- température < 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension : 600 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l. Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ; c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;- DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ; d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration : <ul style="list-style-type: none">- phosphore :- flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;- flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;- flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;- fer et composés : 5 mg/l ;- plomb et composés : 0,5 mg/l ;- nickel et composés : 0,5 mg/l ;- arsenic et composés : 50 µg/l ;- cuivre et composés : 0,5 mg/l ;- zinc et composés : 2 mg/l ;- THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ;- composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.
Constats : Une analyse des eaux de rejet de la TAR est réalisée annuellement. Le dernier rapport d'analyse du prélèvement réalisé le 15/03/2023 a été transmis à posteriori de l'inspection (rapport de synthèse n°303151447-0 du 12/04/2023 - EUROFINs LBO). Les résultats sont conformes pour l'ensemble des critères analytiques réglementés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'eau utilisée au contact des denrées alimentaires devra répondre aux dispositions du décret n°89 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine. [...] Un disconnecteur protégeant le réseau public est installé.
Constats : L'eau provient du réseau d'adduction d'eau potable (AEP). L'arrêté préfectoral d'autorisation initial ne fixe pas de limite de prélèvement d'eau. Les niveaux de consommations d'eau ont été communiqués à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> - 2018: 24988 m3 - 2020: 26412 m3 - 2021: 29320 m3 - 2022: 288854 m3 - 2023: 23661 m3. L'exploitant indique que des actions pour réduire la consommation d'eau sont mises en oeuvre sur le site : <ul style="list-style-type: none"> - travail et point régulier avec la société de nettoyage externe; - optimisation des opérations de nettoyage (nettoyage à sec, remplacement des buses, ...); - installation de compteurs divisionnaires sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/1999, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont rejetées dans l'Oust, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 6,5 et 8,5 • Hydrocarbures totaux: 10 mg/l • DCO 125 mg/l • MES: 100 mg/l Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées, transiteront par deux séparateurs à hydrocarbures avant de rejoindre le milieu naturel, par raccordement au réseau eaux pluviales de la S.A. LE CLEZIO.
Constats : L'exploitant n'était pas en mesure de nous présenter les derniers rapports d'analyses sur les eaux pluviales. La présence des séparateurs hydrocarbures a été vérifiée. Une vidange a été réalisée le 26/10/2023. Un bordereau de suivi des matières de vidange a été transmis à l'inspection.
Observations : L'exploitant transmettra:

- les résultats d'analyses sur les eaux pluviales;
- le bordereau complété avec la destination de l'unité de traitement des boues et eaux d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 28 : Rejets eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2017, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de collectes des effluents

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 sont modifiées et complétées comme suit : « À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Le rejet d'eaux usées direct ou indirect dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit.

La société TDI dispose pour le transfert de ces eaux usées :

- d'une fosse de 10 m³ ;
- d'un canal de mesure ;
- d'une pompe ;
- d'une canalisation rigide ;
- d'une poche souple d'un volume de 200 m³.

Toutes les dispositions sont prises pour garantir la fiabilité des dispositifs de transfert des eaux usées.

Constats :

Les dispositifs de collecte et de prétraitement des eaux résiduaires industrielles observés le jour du contrôle étaient opérationnels.

Les eaux résiduaires sont transférées pour traitement vers la STEP de Bodin à Loudéac où la STEP de St-Caradec.

L'exploitant tien un enregistrement de l'intégrité physique de la bâche de stockage des eaux usées.

Selon ses dires, il envisage l'installation d'un nouveau dispositif de stockage en remplacement de la bâche de 200 m³. Cette modification devra faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance.

Observations :

Les autorisations et convention de transfert des eaux résiduaires industriels prétraitées vers ces STEP seront transmises à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Rejets eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2017, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 sont modifiés comme suit : « Les effluents sont collectés dans une fosse de 10 m³ et pompés vers une poche souple de stockage de 200 m. Ces effluents sont ensuite transférés pour traitement vers la station de Bodin à Loudéac ou vers d'autres stations d'épuration en capacité de recevoir ces eaux usées.

Le transfert des eaux usées vers une station autre que celle de Bodin à Loudéac ne peut se faire qu'après accord de l'inspection et sous réserve de la transmission :

- de documents attestant de la capacité technique de la station à traiter ses effluents ;
- du volume journalier et des caractéristiques des effluents susceptibles d'être acceptés ;
- de l'accord de la collectivité en charge de la station.

L'exploitant de la société TDI doit procéder à l'enregistrement journalier des transferts d'eaux usées réalisées et leurs destinations. Ce document est joint à la déclaration réalisée sur l'outil GIDAF.

Un arrêté de la collectivité en charge de la ou des stations d'épuration, pris au titre de l'article L 1331-10 du code de la santé publique encadre les modalités de rejet. Ce document précise les obligations de la société TDI et les valeurs limites d'émissions des effluents.

L'exploitant est tenu de respecter pour ses eaux usées, les valeurs limites en volume, en concentration et en flux définis ci-dessous :

Débits max autorisés (m³/jour et m³/h)		200 m³/jour (5 jours sur 7) 30 m³/h	
Paramètres	Code SANDRE	Concentrations maximales (mg/l)	Flux (kg/j)
DCO	1314	1960	392
DBO5	1313	890	178
MES	1305	1300	260
NTK	1319	97	19,4
PT	1350	15	3
SEH	7464	250	50

Constats :

Les résultats d'autosurveillance sont transmis dans l'application GIDAF.

L'analyse de l'autosurveillance sur la période de janvier à novembre 2023 montre des dépassements des valeurs limites d'émissions pour les mois suivants:

- Janvier 2023: 1 dépassement en concentration et flux en SEH (valeur max 548,5 mg/l et 82,7 kg);
- Avril 2023: 1 dépassement en concentration en SEH (valeur max 297 mg/l) et en NKJ (valeur max 100 mg/l);
- Mai 2023: 1 dépassement de la mesure de pH (8,8) et des concentrations en SEH (valeur max 293 mg/l) et NKJ -valeur max 99 mg/l);
- Juillet 2023: Pas de résultats transmis;
- Août 2023: 1 dépassement en concentration en SEH (valeur max 343 mg/l) et en DBO5 (valeur max 930 mg/l);
- Septembre 2023: 1 dépassement en concentration en SEH (valeur max 328 mg/l) et en DCO (valeur max 2060 mg/l)
- Octobre 2023: 1 dépassement de mesure de pH (9), 1 dépassement en concentration en SEH (valeur max 2219 mg/l), en NKJ (valeur max 100 mg/l) et DBO5 (valeur max 940 mg/l);
- Novembre 2023: 1 dépassement de mesure de pH (8,8).

Les motifs des non-conformités et les mesures engagées ou prévues sont renseignés dans GIDAF.

Observations :

L'exploitant devra s'assurer du respect des valeurs limites d'émissions, avec une attention particulière sur le paramètre SEH.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 30 : Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

1°) Les voies d'accès réservées aux engins des Sapeurs-Pompiers devront être maintenues dégagées en permanence de tout encombrement. Toutes dispositions devront être prises à ce sujet en accord avec la Commission d'Arrondissement de Sécurité en accord avec le chef du C.S.P de LOUDEAC.

2°) Du matériel de lutte contre l'incendie devra être mis en place dans l'établissement (extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, des extincteurs appropriés et des robinets d'incendie armés).

3°) Les installations électriques devront répondre aux dispositions du décret n°88-1056 du 14

novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.

4°) A moins que ce ne soit déjà fait, fournir aux Sapeurs-pompiers de Loudéac un plan de masse de l'établissement sur lequel figurera:

- les bâtiments avec leur destination,
- les moyens de secours en eau utilisables par les Sapeurs-Pompiers.

5°) Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront être réalisés, de façon à fournir simultanément et en permanence un débit de 360 m3/heure.

L'implantation et le nombre des hydrants devront être déterminés avec le concours de l'officier sapeur-pompier préventionniste du secteur de Loudéac avant le début des travaux.

Ce ou ces points d'eau, accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, devront être répartis à une distance inférieure à:

100 mètres de l'établissement pour 120 m3/heure

200 mètres de l'établissement pour 120 m3/heure

400 mètres de l'établissement pour 120 m3/heure. [...]

Constats :

L'exploitant n'était pas en mesure de préciser les moyens de défense incendie (DECI) sur le site et les capacités de confinement.

Il a transmis à posteriori de l'inspection un rapport d'étude provisoire du prestataire ABER Environnement & Energies de novembre 2023, avec le calcul des besoins en eau d'incendie et des capacités de confinement.

Observations :

Il conviendra à l'exploitant de porter-à-connaissance du préfet, le rapport d'étude finalisé avec les mesures qui seront réalisées pour assurer les moyens de lutte contre un incendie et la capacité des eaux d'extinction et susceptibles d'être polluées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites